



LA GEOPOLITIQUE DE L'EAU *POUR UNE GESTION STRATEGIQUE DES RESSOURCES HYDRIQUES*

Henri MOVA Sakanyi

Il y a quelque temps, la question relevait de la banalité. L'eau était considérée en RDC comme une denrée naturelle surabondante sans grande valeur économique, sociale, politique, géopolitique, etc. Jusqu'aujourd'hui, le langage courant rendait bien compte de cet état des choses. Tout ce qui est fragile, fluide, facile, frivole... est assimilé à l'eau, domaine de prédilection de la gratuité, don gracieux du Ciel. On entend encore des propos qui répugnent à "vendre" l'eau. On pense qu'on peut manquer de tout sauf d'eau. Les sanctions privatives de toute jouissance du corps et de l'esprit ne devraient pas concerner l'eau qui, avec l'air, constitue la vie, le premier droit naturel, inaliénable.

De plus en plus, il s'avère évident que les mentalités évoluent face aux problèmes de pénurie d'eau. De plus en plus, la rareté de l'eau insufflé de nouveaux comportements dans le chef des acteurs sociaux. Les coûts s'élevant, l'eau douce se raréfiant, la société peine à en payer le prix. Une nouvelle économie politique est en train de naître, entraînant une nouvelle conception de l'eau, bien économique comme les autres, c'est-à-dire rare, mais destiné à assouvir des besoins innombrables.

1. La problématique de la géopolitique de l'eau

Or, au-delà de toute conception philosophique, au-delà des divergences idéologiques, des différences de statuts sociaux et d'emplacements géographiques, "l'eau, c'est la vie". La première dimension de la problématique est liée à ce décalage : comment concilier une denrée aussi vitale avec les critères de coût d'un bien économique ? Comment gérer avec parcimonie un produit censé définir la vie et qui lui est coexistentiel et consubstantiel ?

A l'autre extrême, se posent des questions cruciales relevant de la géopolitique mondiale et des risques de conflits dus à la dotation inégalitaire des ressources en eau à travers la planète. Dans la mesure où, dans le monde, l'eau n'est pas répartie de manière régulière dans l'espace et dans le temps, l'eau est critère de différenciation géopolitique. Parce que la répartition des ressources en eau douce est inéquitable, l'échelle des puissances distribue le pouvoir selon un "différentiel hydrique". Il s'érige donc une géopolitique de l'eau que l'on pourrait baser sur le « stress hydrique » (accès insuffisant à l'eau) et la carence chronique (état de sous-consommation d'eau pour une longue durée due à la pauvreté des sources d'approvisionnement).

Nonobstant l'existence d'une large superficie de la planète occupée par l'eau, celle-ci n'est pas accessible à tous et n'est pas toujours immédiatement exploitable pour les besoins humains. 97 % de l'eau proviennent des mers et des océans. Exagérément salée, elle n'est pas potable pour l'homme. Les nappes aquifères (« phréatique » provient du mot grec « *phrea* » qui veut dire « puits »). En hydrogéologie, une nappe phréatique est une nappe aquifère qui se trouve près de la surface du sol, que l'on peut capter par puits artisanal ; cependant, il existe de nombreuses nappes aquifères enfouies à grande profondeur de la surface du sol, plusieurs dizaines, centaines, voire milliers de mètres. Ces nappes profondes qui contiennent de l'eau douce ne sont pas captées par puits artisanal, elles ne sont donc pas phréatiques. Le terme « aquifère » englobe et celles qui sont phréatiques et celles qui sont profondes), les lacs, les fleuves et les rivières occupent les 3% restants. Il se prolifère dans l'avenir, du fait de cette situation et celle de la croissance démographique, le spectre terrifiant du manque d'eau. L'accès à l'eau contient alors un potentiel détonnant de risques de remous sociaux et politiques. En cela, l'accès à l'eau devient un enjeu majeur, car les perspectives ne sont guère réjouissantes. L'on prédit, de plus en plus, de nouvelles tensions, voire des guerres, à cause du manque d'eau.

Mais, à l'opposé, certains esprits estiment que l'humanité est loin d'une catastrophe et cette perspective cauchemardesque sera démentie dans l'avenir. Les plus optimistes, parfois chiffres à l'appui, démontrent l'inanité d'une telle occurrence. Il leur paraît exagéré de brandir le chiffon rouge et les épouvantails d'une carence plus accrue.

On ne saurait pas trancher d'emblée ; et même la manipulation des chiffres devrait s'opérer avec délicatesse. Ce qui est sûr, au moins, c'est que l'eau devient au plan mondial une préoccupation et sa

gestion idoine, une nécessité. Ni le pire ni le meilleur ne sont possibles. Ils restent probables. Dans cette incertitude, il vaut mieux être précautionneux pour anticiper les effets pervers si jamais la catastrophe venait à s'abattre sur le monde.

La Communauté internationale l'a tellement bien compris qu'elle multiplie les conférences et les rencontres internationales pour juguler un phénomène instable qui, somme toute, évolue vers des augures qui déchantent. Le risque d'épuisement d'eau est donc à prendre au sérieux même s'il ne s'accomplira pas à plus ou moins brève échéance. Même si ce risque n'était qu'utopique, la configuration actuelle des zones d'opulence et de pénurie a créé une échelle de stress hydrique. Cette répartition inégalitaire est propice aux rapports instables entre les nations. La conscience du risque d'épuisement aggrave les rapports de forces et les phénomènes sociaux liés aux inégalités sociales et aux enjeux techniques. En effet, même s'il y avait abondance, des facteurs sociaux et techniques feraient en sorte qu'une discrimination caractérise l'accès à l'eau.

Ainsi, devenue rare, l'eau prend le nom d'or bleu. Denrée rare, et comme les raretés donc, menace et risque de frictions, voire de conflits. Parce qu'elle se raréfie, l'eau reprend son caractère sacré qui a nourri tant de cosmogonies et de croyances, tant de dieux et de génies qui en arpentaient chaque source. Sur le plan ontologique, spirituel, économique, social, politique et géopolitique, l'eau est redevenue ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : un bien sacré.

Sur le plan économique, elle est devenue un problème tant elle en appelle à des coûts pour sa production, sa distribution, son transport, sa consommation, sa conservation, ses sources d'approvisionnement, ses réserves, ses débouchés, etc. Sa consommation est devenue un indicateur du développement économique d'un pays.

Sur le plan social, elle suggère une prise en compte des problèmes qu'elle suscite. L'eau pose la question des inégalités sociales, du standing, du confort... Sa gestion, lorsqu'elle est usée, devient un goulet d'étranglement dans les milieux défavorisés. Elle devient source de maladies dites "hydriques" et de celles liées à l'insalubrité comme la malaria, la bilharziose, la fièvre jaune, la schistosomiase, etc.

Au-delà des problèmes économiques qu'il pose, le tarissement des eaux réduit les biotopes des espèces de la flore et de la faune aquatiques. Les produits halieutiques s'amenuisent et ceux qui vivent de la pêche ou du transport par voie d'eau perdent leurs statuts sociaux. Sur le plan politique, les luttes sociales autour de l'eau

alimentent les joutes et les décisions politiques. L'eau crée des rapports de force entre gouvernants et gouvernés quant à l'accès aux sources d'approvisionnement, aux prix payés, aux méthodes d'évacuation des eaux usées, aux érosions et autres atteintes à l'environnement (par exemple les déjections industrielles) dues au cycle de l'eau ou à son utilisation sociale. La législation sur l'eau est aussi un problème majeur qui impacte sur le système politique. Des demandes populaires, des desiderata et des besoins sociaux sont injectés dans l'appareil de décisions qui distribue par voie d'autorité les capacités d'utilisation de l'eau. Les conflits politiques se multiplient sur les questions de l'eau. Son ruissellement insuffisant, sa pénétration dans le sol, sa rétention naturelle ou artificielle, le couvert végétal qui en vit et la conserve, son évaporation, son acidification, en plus d'autres phénomènes chimiques qu'elle charrie, font de l'eau un enjeu politique majeur qui interroge les choix politiques.

Sur le plan géopolitique, une nouvelle carte du monde se dessine. La mappemonde géostratégique intègre aujourd'hui, comme par hasard, les espaces de guerres et ceux de carence en eau. A travers le monde, le stress hydrique et la pénurie chronique recourent les zones d'instabilité. Sans y voir nécessairement une relation de cause à effet, il est malgré tout opportun d'étudier cette occurrence concomitante.

Cette problématique s'insère dans celle, plus générale, qui pose quelques corrélations entre l'environnement, la politique et la sécurité. Une tendance lourde s'élabore dans les milieux scientifiques aux approches environmentalistes (écosocialisme, écoconservatisme, écoféminisme, écologie politique, etc.) qui offrent une alternative à l'anthropocentrisme. Celui-ci fait de l'homme le centre de l'univers sous l'influence de certaines cosmogonies, religions ou idéologies. L'environmentalisme justement nie ce semblant d'évidence en considérant l'écosystème comme une ressource commode à la merci des besoins humains.

En mettant en exergue l'importance de l'écologie, l'environmentalisme (ou l'écologisme) développe l'idée d'un monde « écocentré » où l'espèce humaine ne constitue qu'une partie d'un tout plus gigantesque. James Lovelock¹ a disserté sur des hypothèses qui présentent la planète Terre comme un organisme vivant qui se préoccupe avant tout de sa propre survie. D'autres auteurs ont montré leurs préférences en faveur des religions orientales

exaltant la particularité de la vie dans l'univers (taoïsme, bouddhisme, zen...)

D'un autre point de vue, il a été nécessaire de souligner l'épaisseur de la notion de sécurité environnementale apparue au point de rencontre de changements structurels dans le système international et l'émergence d'un nouveau courant de pensée en matière de sécurité. Comme le note Paul Painchaud², c'est dans les années 70, en effet, qu'apparut aux Etats-Unis un débat sur la notion de sécurité qui modifiait la vision traditionnelle qu'on en avait jusqu'alors. Il fallait élargir la conception de la sécurité au-delà du champ militaire. Deux idées s'y déploient avec force : premièrement, la sécurité des Etats peut être compromise par des menaces d'un autre type (économiques, sociales, écologiques) ; deuxièmement, l'Etat n'est plus la seule instance dont la sécurité doit être assurée : de nouveaux espaces régionaux, mais aussi sous-nationaux, de même que la Communauté internationale dans son ensemble, doivent être intégrés aux perspectives contemporaines de sécurité, à défaut de quoi, c'est la sécurité des Etats eux-mêmes qui sera menacée.

Les Etats ont intégré de tout temps les questions environnementales dans leurs agendas politiques. Mais devant les risques environnementaux croissants, les préoccupations des Etats se sont accrues par crainte de voir le substrat matériel qui accueille la vie humaine se dérober et attenter à l'intégrité des territoires. On a d'ailleurs constaté qu'on utilise parfois, dans les débats sur la notion de sécurité environnementale, l'implication des ministères de la Défense dans les questions environnementales comme indicateur d'une politique de sécurité environnementale : par exemple, lorsque les militaires participent à la surveillance (*monitoring*) des changements environnementaux, ou lorsque l'on se préoccupe des dégâts causés à l'environnement par les bases militaires, ou que l'on considère la protection de l'environnement dans la préparation des opérations militaires, ou même lorsqu'on utilise l'environnement comme instrument de guerre (par exemple durant la guerre du Golfe).³

La problématique de l'élargissement de l'approfondissement du concept sécuritaire s'est vu attribuer ses lettres de noblesse avec la contestation du primat de la vision réaliste du monde. Celle-ci avait, pendant longtemps, privilégié la conception de la sécurité comme une

question de survie et on lui présupposait une menace existentielle. Il s'agissait en effet de la survie physique de l'Etat-nation et de l'agression armée potentielle contre lui. On a été cloîtré à entendre par sécurité le sujet d'analyse que se destinaient les études de la défense et de la stratégie.

On constata dès lors que ces études de sécurité et de défense s'étaient cantonnées à une cartographie de la puissance et des menaces militaires. Mais l'approche classique a commencé à se désagréger sous l'influence d'analyses qui intègrent de nouvelles dispositions de la géopolitique mondiale. Plusieurs phénomènes sont venus enrichir les études internationales au point d'attendre le contenu de la sécurité : mondialisation, fragmentation, transnationalisation, réseaux, diaspora, gouvernance mondiale... Ayse Ceyhan⁴ considère que ces phénomènes ont donné lieu à une nouvelle vision du monde. Les thèmes du chaos, du désordre, de l'hétérogénéité, du clash civilisationnel, de la balkanisation énoncés dans les discours des néo-réalistes ont remplacé l'idée de l'ordre et de la certitude introduisant la question du doute, de la peur épistémologique, de l'incertitude.

Barry Bazan s'efforcera de conceptualiser ce changement en matière de sécurité. Son questionnement sur les relations entre sécurité et défense est resté mémorable aussi bien que sa tentative de théorisation de la question de la sécurité. Il affirmait dans sa publication *People, State and Fear* (1983) que la sécurité ne se réduisait nullement à la seule sécurité nationale (ou sécurité de l'Etat), mais qu'elle s'élargissait à de nouveaux objets et secteurs. Ces secteurs sont le militaire, le politique, l'économique, l'environnemental et le sociétal.

A présent, signale Ayle Ceyhan, nombreux sont les travaux qui se proposent de forger une approche postréaliste, postmoderne de la sécurité. Parmi eux, on peut distinguer les analyses d'Ole Waever et de ce qui est communément appelé l'école de Copenhague, celles de Michaël Dillon et celles des auteurs réunis sous le nom de *Critical Security Studies* (études critiques de la sécurité).

L'analyse de la géopolitique de l'eau entre dans ces nouvelles préoccupations qui approfondissent l'agenda des liens entre les phénomènes physiques et la politique internationale. Il faut donc une clé de lecture géopolitique de la problématique de l'eau qui, de plus en plus, est mise en connexion, voire en corrélation, avec la politique et la guerre.

L'eau entre obligatoirement dans la géopolitique, d'autant plus qu'elle constitue un enjeu majeur pour le monde moderne. Elle l'est aussi dans la mesure où la géopolitique s'étend des rapports de l'homme à la géographie -physique et humaine – jusqu'aux relations politiques entre sociétés humaines⁵. C'est en cela que la géopolitique s'occupe des dynamiques du territoire et de l'identité ; et l'eau est une dimension du territoire.

De plus, la géopolitique se réalise comme la fabrication d'espaces par la puissance (politique, économique, militaire, etc.) et la géostratégie comme la fabrication d'espaces par la guerre. On est en train d'intégrer les questions de l'eau dans la géopolitique. Ce qui, d'ailleurs, n'est pas un fait nouveau. L'école américaine de géopolitique, par exemple, s'était préoccupée des approches pour saisir comment les grands empires d'Asie avaient réussi à se stabiliser dans le temps en se basant seulement sur l'administration très hiérarchisée de l'irrigation dans les territoires.

Les nouvelles approches géopolitiques dans la mondialisation intègrent l'accès à l'eau potable l'assainissement, les ressources halieutiques et les zones de pêche, les relations entre la guerre et l'eau, etc. L'eau apparaît parfois comme une victime collatérale des guerres (le cas des infrastructures hydrauliques bombardées par Tsahal à Gaza en décembre 2008 et janvier 2009).

Le président du Conseil mondial de l'eau, Loïc Fauchon, a tenu le 6 novembre 2006 au *Global Strategy Institute* (Washington, USA) une conférence intitulée : « Eau et sécurité, définir les liens entre eau, paix et stabilité ». Il s'y prononçait sans ambages pour une dynamisation de l'opinion mondiale face à l'enjeu géopolitique de l'eau : « Dans le monde d'aujourd'hui, disait-il, l'absence ou l'insuffisance de l'eau potable tue dix fois plus que l'ensemble des conflits armés. Cette réalité nous dit une chose, les guerres de l'eau, ces guerres dont chacun parle, elles ont lieu depuis longtemps, car l'humanité est en guerre, face à un ennemi qui cause des ravages et des dommages considérables. Evidemment cette guerre ne passionne pas beaucoup, car c'est la guerre contre la pauvreté. Elle ne mobilise pas les politiques car elle concerne les plus faibles, ceux qui sont loin des caméras et qui n'ont pas la parole ».

Dans notre analyse, nous relevons la pertinence géopolitique de l'eau comme élément de l'environnement qui, aujourd'hui, étend les niveaux d'analyse de la sécurité. Par son absence ou sa présence, sa

qualité ou sa quantité, son évolution et son cycle, l'eau influe sur les constituants matériels et humains des entités étatiques.

Il s'avère que l'eau pourrait devenir plus importante que le pétrole. Si le pétrole a déjà donné lieu à tant de guerres, qu'en sera-t-il de l'eau ? Aujourd'hui et surtout demain, les Etats situés dans les bassins fluviaux transfrontaliers sont et seront obligés de partager leurs ressources en eau. Cet aspect offre une possibilité de conflit. Ainsi, l'eau est un instrument de pouvoir politique mais également un outil de puissance entre les nations. Un nouveau pouvoir est né : celui de la maîtrise du débit de l'eau.

La RDC, par exemple, qui héberge l'essentiel du cours du fleuve Congo, en partage la mitoyenneté avec le Congo-Brazzaville et l'Angola vers son estuaire. Même si elle effectue d'énormes ouvrages sur le fleuve, elle diminuerait, de ce fait, ceux du bassin du fleuve Congo qui se répartissent sur toute l'Afrique centrale jusqu'au golfe de Guinée.

La gestion concertée du fleuve et de son bassin s'impose pour éviter des heurts politiques, diplomatiques et même militaires. L'eau comme source de conflits n'est pas une vue de l'esprit. On rapporte qu'en 1503 déjà, Léonard de Vinci conspirait avec Machiavel pour détourner le cours de l'Arno en l'éloignant de Pise, une cité avec laquelle Florence, sa ville natale, était en guerre. Des chercheurs américains ont également montré que depuis le Moyen Age, les désordres sociaux en Afrique orientale coïncidaient avec les périodes de sécheresse. Dans les sociétés asiatiques, l'eau était un instrument de puissance politique : l'ordre social, les répressions et les crises politiques dépendaient des caprices des pluies.

Aujourd'hui encore, on signale⁶ plusieurs contentieux à propos de l'eau qui sont énumérés à travers le monde, notamment au Nord et au Sud de l'Afrique, au Proche-Orient, en Amérique centrale, au Canada et dans l'ouest des Etats-Unis. Au Proche-Orient, par exemple, une dizaine de foyers de tensions existent. Ainsi, l'Egypte, entièrement tributaire du Nil pour ses ressources en eau, doit néanmoins partager celles-ci avec dix autres Etats du bassin du Nil : notamment l'Ethiopie où le Nil bleu prend sa source et le Soudan où le fleuve serpente avant de déboucher sur le territoire égyptien. Quant à l'Irak et la Syrie, ils sont tous deux à la merci de la Turquie, où les deux fleuves qui les alimentent, le Tigre et l'Euphrate, prennent leur source.

L'eau de l'Euphrate a d'ailleurs souvent servi d'arme brandie par la Turquie contre ses deux voisins : grâce aux nombreux barrages qu'elle a érigés sur le cours supérieur du fleuve et qui lui permettent d'en réguler à sa guise le débit en aval, la Turquie possède là, en effet, un puissant moyen de pression. Au demeurant, "avec l'essor démographique et l'accroissement des besoins, ces tensions pourraient se multiplier à l'avenir".⁷

A ce stade, une interrogation s'impose de plus en plus : l'eau serait-elle à la base des guerres de demain ? Cette question divise plusieurs protagonistes qui se répartissent grosso modo autour de deux tendances dominantes. Il y en a qui pensent, se réfugiant dans l'histoire, que l'eau n'a été que très rarement la cause de violents conflits ; d'autres estiment que l'histoire, dans cette matière, ne nous instruit pas assez. Il faudra donc craindre qu'à l'avenir l'eau suscite des guerres.

Répondre à cette question relève d'une gageure : soit on fait fi de toute prudence nécessaire, soit on privilégie un *a priori* arrêté. Il sied donc d'élaborer un élargissement conceptuel et un approfondissement des études de cas pour illuminer le chemin de l'analyse et de l'explication. Le moins qu'on puisse affirmer dans l'état actuel des connaissances est qu'il serait malséant de construire des modèles déterministes formulant, de façon mathématique, les relations entre le paramètre eau et le paramètre guerre. L'eau ne porte pas la guerre comme la nuée porte la pluie.

D'ailleurs, le problème est plus complexe qu'il n'y paraît. Si on se connecte à l'éternel « pourquoi y a-t-il des conflits armés ? », quête complexe, pluridisciplinaire, interminable où s'additionnent le facteur individuel, le rôle des décideurs, les phénomènes bureaucratiques, les facteurs cognitifs (images, erreurs de perception), les régimes politiques, l'ethnicité, les politiques de force, la course aux armements, l'impuissance des organisations internationales, la rareté des ressources essentielles, la pression démographique, etc.⁸, on se rend bien compte de l'ampleur abyssale du phénomène.

La voie idoine, sage, prudente et scientifiquement opératoire, est celle qui combinerait plusieurs facteurs dont l'interaction aboutirait à l'avènement d'un effet observable. Il convient ainsi de considérer qu'aucune cause unique ne serait l'antécédent d'une guerre (conséquence). L'eau ne serait donc pas la cause unique, voire directe, des guerres dans le futur. Mais il reste vrai que étant donné les connexions multiples entre les ressources hydriques et les guerres, il y

a fort à parier que l'eau induira des tensions, des conflits ou même des guerres si rien n'est fait pour sa gestion stratégique.

Déjà, on pourrait stigmatiser les liens causaux que certains auteurs établissent entre les guerres et les menaces militaires et non militaires à la sécurité. L'école libérale, en matière de sécurité, s'oppose à la thèse critique mais elles se recourent pourtant lorsqu'il s'agit de trouver des solutions aux défis posés par la sécurité humaine. La différence entre les libéraux et les critiques, constate Charles-Philippe David⁹, est que les premiers composent avec la réalité étatique, tandis que les seconds la remettent en cause : les menaces non militaires résultent de conditions politiques, économiques, sociales ou environnementales qui mettent en cause le fonctionnement et la survie de l'Etat et, à l'occasion, provoquent des conflits et une violence civile qui bouleversent les conditions d'existence des populations.

Quatre domaines illustrent les secteurs qui peuvent s'associer aux menaces non militaires : la sécurité politique (terrorisme), économique (le crime transnational et le trafic de drogue), sociétale (flux de réfugiés) et environnementale (les ressources en eau). « En quoi ces secteurs et ces domaines rendent l'Etat vulnérable ? » s'interroge Charles-Philippe David.

Concernant le sujet sous analyse, la réponse viendrait de la définition que Barry Bazan donne de la sécurité environnementale qui est la préservation des conditions écologiques qui supportent le développement de l'activité humaine. Dans ce secteur, la démarche de la sécurité est corrélée « à la menace de perdre les conditions dont dépendent l'obtention ou le maintien de la qualité de la vie ».¹⁰

L'eau est l'un des quatre éléments (avec l'air, le feu et la terre) définis par la physique ancienne. Elle est aussi une des ressources les plus cruciales. Mais, à travers le monde, elle est presque partout menacée (rareté, abondance, pollution, salinité, irrigation, évacuation, sécheresse, inondation, etc.). Elle connaît des usages multiples tout le long de l'histoire humaine : domestique, agricole, industriel, navigation, électricité, etc.

Les ressources en eau ont rarement, sinon jamais, été l'unique source de conflits violents ou de guerres. Mais le fait a induit une négligence de la part des spécialistes de la sécurité internationale. Ils ont soit ignoré soit minimisé les complexes mais réelles relations entre l'eau et la sécurité. En effet, il existe une longue et hautement expressive histoire entre les conflits et les tensions concernant les

ressources hydriques, l'utilisation des systèmes de l'eau comme armes pendant la guerre, mais également comme objectifs du fait d'autres facteurs.

Le Pacific Institute, par exemple, inventorie la corrélation entre l'eau et les conflits dans les mythes, les légendes et l'histoire de l'ancien Moyen-Orient¹¹. L'eau peut ensuite se concevoir sur le plan géostratégique à différents degrés :

- Le contrôle des ressources en eau (acteurs étatiques et les secteurs non étatiques) : où la fourniture de l'eau ou l'accès à l'eau est la racine des tensions ;
- Instrument militaire (acteurs étatiques) : où les ressources en eau ou les systèmes d'eau sont eux-mêmes utilisés par les Etats comme armes pendant les opérations militaires ;
- Moyen politique (acteurs étatiques et non étatiques) : où les ressources en eau ou les systèmes d'eau sont eux-mêmes utilisés par les Etats et les groupes privés dans un but politique et comme armes pendant les opérations militaires ;
- Terrorisme (secteurs non étatiques) : où les ressources hydriques ou les systèmes d'eau sont soit des cibles soit des outils de violence ou de coercition par les acteurs non étatiques ;
- Cible militaire (acteurs étatiques) : où les systèmes de ressources hydriques sont de cibles des opérations militaires des Etats ;
- Développement des discordes (Etats et acteurs non étatiques) : où les ressources et les systèmes d'eau sont une source majeure de la concentration et de la dispute dans le contexte du développement économique et social.

A ces éléments relevés par Gleick¹², on peut ajouter la dimension de la navigation et des armes maritimes pendant les opérations militaires, les batailles maritimes, fluviales ou lacustres, le transport des troupes, etc., qui sont autant d'éléments de connexion entre les conflits armés et l'eau. On peut également souligner la dimension de

l'eau comme théâtre d'opérations militaires et vecteur de moyens de la puissance militaire.

Néanmoins, le doute demeure quant à savoir si certains conflits liés aux ressources hydriques continueront à éclater dans l'avenir. Dans ce domaine, comme dans d'autres, autant le meilleur que le pire sont possibles. Ainsi, certains auteurs, en l'occurrence Tosef, Eleditch et Hegne¹³, relèvent que en dépit des demandes qui montent en flèche et des pressions qui s'exercent sur les ressources hydriques limitées, il est hautement improbable qu'un conflit pleinement militaire, la prétendue "guerre de l'eau", explose en Afrique australe. Le rôle de l'eau est demeuré virtuel dans tous les conflits en Afrique australe. Ce rôle est une vue de l'esprit, le fruit de perceptions.

Malgré tout, ils reconnaissent que en vertu du dynamisme des systèmes d'eau qui changent fréquemment leurs itinéraires en fonction d'événements récurrents, on peut prévoir des disputes futures à propos de positions précises de frontières internationales lorsque les fleuves modifient leurs cours et leurs configurations (le cas de la zone divagante du fleuve Congo près de l'embouchure entre la RDC et l'Angola). On peut également supposer que presque tous les conflits impliquant les ressources hydriques ou concernant certains aspects de l'eau tendront vers l'éclatement au niveau local.

Qu'à cela ne tienne, plusieurs esprits convergent pour affirmer que "les guerres passées au Moyen-Orient étaient dues au pétrole, la prochaine guerre sera provoquée par l'eau". Le roi Hussein de Jordanie était de ceux-là.

2. La dimension géostratégique de l'eau

En 1985, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Boutros-Boutros Ghali, affirmait que la prochaine guerre dans notre région concernerait les eaux du Nil et non une question politique¹⁴. Cette vision est aggravée par l'évidence que beaucoup de pays du Moyen-Orient dépendent d'approvisionnements en eau qui proviennent de l'extérieur de leurs frontières. Homer-Dixon argue alors que l'eau sera la ressource renouvelable la plus susceptible de stimuler des guerres interétatiques : « Le déclenchement d'un conflit est fort possible lorsqu'un Etat situé en aval a fortement besoin d'eau de rivière et s'avère plus puissant que ses voisins en amont, les pays en aval

craignant souvent que ceux de l'amont n'utilisent cette ressource comme moyen de coercition ». ¹⁵

Sandra Postel et Aaron Wolf interrogent ¹⁶ : « Vous souvenez-vous de la dernière fois que deux nations en sont venues à la guerre à propos de l'eau ? » Probablement pas, répondent-ils ; d'autant que cela date de plus de 4 500 ans. Mais aujourd'hui, alors que la demande atteint les limites de la fourniture finie, les conflits s'étendent entre les nations. De plus, plus de cinquante pays sur les cinq continents pourraient bientôt être entraînés dans la spirale des conflits à travers les dissensions autour de l'eau ; à moins qu'ils optent pour la voie de la sagesse concrétisée par des accords sur la manière de partager les eaux de fleuves transfrontaliers.

Il est devenu presque un lieu commun de parler de guerres de l'eau par les temps qui courent. Koffi Annan, alors secrétaire général de l'ONU, affirmait : « Une féroce compétition pour l'accès à l'eau douce pourrait bien devenir une source de conflits et de guerres dans l'avenir ». Un rapport du *National Intelligence Council* aux Etats-Unis conclut que la tendance au conflit interétatique s'accroîtra dans les 15 prochaines années, d'autant plus que les Etats s'empoignent contre les limites de l'eau disponible.

Certains experts divergent par rapport à ces affirmations. Ils trouvent que ces mises en garde sont alarmistes. Pour Sandra Postel et Aaron Wolf, l'histoire semble être du côté des « optimistes » qui nient l'occurrence des guerres du fait des ressources en eau. L'incident le plus cité est la guerre totale à cause de l'eau qui, il y a 4 500 ans, opposa les deux cités-Etats mésopotamiennes de Lagash et Umma, dans la région aujourd'hui située au sud de l'Irak. Par contre, entre 805 et 1985, les Etats ont signé plus de 3 600 traités relatifs à l'eau. Beaucoup d'entre eux ont montré une grande créativité dans la cohabitation harmonieuse avec cette ressource cruciale. Une analyse de 1831 événements en rapport avec l'eau durant les cinquante dernières années démontrent que les 2/3 de ces contacts étaient de nature coopérative. Les Etats ont, par exemple, convenu de réaliser des travaux scientifiques et technologiques conjoints et ont signé 157 traités relatifs à l'eau.

L'analyse fondée sur l'histoire ne balise pas suffisamment la voie de compréhension des faits à venir. Bien des données ont changé et continueront à changer. Ce qui n'était pas possible hier peut le devenir plus tard. Il s'avère donc que le passé serait un mauvais guide

pour le futur, surtout que les paramètres essentiels ne sont plus les mêmes.

Certes, l'eau est une ressource renouvelable (voir « cycle de l'eau »), mais l'eau est une ressource limitée. Pire, l'eau douce devient de plus en plus rare alors que les besoins en eau s'accroissent et que la démographie galope. Le volume total de l'eau douce est resté le même qu'aux temps de la guerre entre cités-Etats mésopotamiennes. Avec Sandra Postel et Aaron Wolf, on peut avancer quelques grandeurs : depuis 1950, la fourniture renouvelable par personne est tombée à 58% alors que la population mondiale est depuis passée de 2,5 milliards à 6 milliards et nous serons 9 milliards d'ici 2050.

Bien plus, contrairement au pétrole et aux autres ressources stratégiques, l'eau douce ne connaît pas de produit de substitution dans certains de ses usages. Bien que l'histoire suggère que la coopération en matière d'eau a été la norme, cela n'est pas la règle. Ces deux auteurs affirment : « Un quart des interactions autour de l'eau durant la dernière moitié du XX^e siècle était hostile. Quoique la vaste majorité de ces hostilités n'aient été que des antagonismes verbaux, des Etats protagonistes en sont parfois venus aux échanges de coups de canons, de destructions de barrages ou ont pris d'autres formes d'action militaire. »

A l'avenir, la compétition autour de l'eau douce (denrée qui se raréfie) pourrait exacerber les conflits et contribuer à la violence entre les Etats. Plus de 200 réseaux fluviaux sont partagés par deux ou plusieurs Etats. Beaucoup de cours d'eau coulent entre Etats ayant une histoire conflictuelle et où l'eau joue un rôle important dans la vie économique. Il reste cependant vrai que les déclarations dramatiques sur la guerre de l'eau ont un faible fondement historique. On pense même que l'inventivité humaine pourrait choisir de coopérer au lieu de recourir à la force pour régler les différends autour de l'eau.

Cela est d'autant plus vrai que l'on pourrait mentionner, avec bonheur, plusieurs conférences internationales sur les questions de l'eau, notamment :

- 1977, la conférence de Mar del Plata qui avait déclaré l'eau comme « *un bien commun* » ;
- 1992, la conférence de Dublin qui avait déclaré l'eau comme « *un bien économique* » ;

- 1997, le premier forum mondial de l'Eau tenu à Marrakech (Maroc) qui émit la crainte de voir l'eau se transformer en une denrée monnayable et chère tout en étant l'enjeu de nouvelles guerres comme le pétrole.
- Juin 1992, le Sommet mondial de la terre à Rio de Janeiro (Brésil) ;
- Juin 1997, la conférence de New York qui déclara l'eau « *question prioritaire* » ;
- 2000, la conférence de La Haye qui en appela à une politique volontariste pour éviter une crise grave, laquelle crise avait toutes les chances d'apparaître si des améliorations n'étaient pas apportées aux pressions sur l'eau.

A La Haye, une problématique nouvelle interpella la conscience universelle autour de la privatisation de l'eau. La Commission mondiale, émanation du Conseil mondial de l'eau, en avait suggéré l'idée. Cela avait provoqué un tollé général et une vive réaction des ONG du secteur. Elles étaient hostiles à cette option qualifiée de « vision technico-économique et marchande ». Pour elles, l'accès à l'eau était un droit fondamental de l'homme, gratuit ou tarifé à prix coûtant.

Le deuxième Forum mondial de l'eau a pris en compte ces récriminations en reconnaissant l'eau comme un élément indispensable à la vie et à la santé des hommes et des écosystèmes et une condition fondamentale au développement des pays.

La question du coût de l'eau est une donnée nouvelle qui vient s'ajouter aux difficultés inextricables qu'a soulevées cette réflexion. Elle se pose comme une source de conflits autant internes qu'internationaux.

Ce faisant, le débat lancinant de l'occurrence ou pas des « guerres de l'eau » s'enrichit de cette nouvelle approche qui cherche à déterminer pourquoi et comment les tensions se développent, au-delà de l'équation simpliste de cause à effet selon laquelle la carence en eau conduirait aux guerres. Pour Postel et Wolf, qu'importe si oui ou non la pénurie d'eau causerait l'état de guerre totale entre les nations dans les années à venir, elle a déjà causé suffisamment de violences et de conflits à l'intérieur et au sein des nations, au point d'ailleurs de menacer la stabilité politique et sociale. Secondement, les discordes

dues à l'eau entre les nations, quoique ne conduisant pas nécessairement ni directement à la guerre, ont alimenté pendant des décennies des tensions régionales et bloqué le développement économique, au risque de provoquer d'intenses conflits, avant de mener à la coopération.

“La guerre de l'eau” est devenue un concept aujourd'hui largement usité à la suite de Marq de Villiers qui publia en Grande-Bretagne le livre “*Water war*” en 2001. L'auteur n'était pourtant pas d'accord avec le choix du titre par l'éditeur. De Villiers admettait que l'eau était souvent une cause de tension, mais n'avait identifié qu'une seule guerre de l'eau entre l'Égypte et le Soudan.

Quelques signes sont inquiétants pour l'avenir : le stress hydrique se répand alors même que la population mondiale s'accroît. Le déséquilibre entre la disponibilité de l'eau et la croissance démographique ira crescendo, surtout en Asie et dans toutes les contrées où l'agriculture nécessite une irrigation de grande envergure. Les milieux ruraux, les fermiers et les paysans auront de plus en plus de mal à accéder à l'eau pour leurs activités alors même que celles-ci en requièrent de plus en plus. Leurs conditions venant à se détériorer, il est indéniable que cette situation serait propice à l'explosion d'actes de violence. La société verrait s'approfondir la fracture entre milieux urbains et milieux ruraux de façon abyssale, au point de provoquer une “fracture phréatique”. La “fracture aquatique” éloignerait encore davantage les riches privilégiés de l'eau et les pauvres démunis face à une denrée de plus en plus chère et de moins en moins disponible.

L'exode rural et la « bidonvilisation » des villes sont aussi alimentés par les flux de populations que le manque d'eau chasse de leurs milieux d'origine. La faiblesse de l'hydraulique rurale n'arrange pas les choses. Les grandes villes du Tiers Monde sont surpeuplées de populations qui subissent de plein fouet une desserte défectueuse en eau douce. Ainsi, l'agriculture est à l'abandon là où la pluviosité insuffisante oblige à de longues marches pour accéder à des points d'eau. Le Pakistan se trouve dans un tel cas de figure. Les violences ethniques y prolifèrent dans un contexte d'abandon des milieux agricoles ruraux au profit des villes bondées.

Il s'avère que le stress hydrique interne pourrait infuser un retournement international dans les alliances politiques et aggraverait les crises humanitaires. Le stress hydrique aura à toucher de plus en plus de populations à travers le monde, surtout en Asie, en Afrique et

au Moyen-Orient. Cette situation, qui empirera à coup sûr, est un terreau fertile pour la crise alimentaire. Or celle-ci vient de foudroyer l'économie mondiale en 2008 alors qu'on la prévoyait pour bien plus tard. A la flambée des prix des céréales due à l'augmentation de la consommation des pays émergents (surtout les BRIC : Brésil, Russie, Inde et Chine), il faut ajouter l'amenuisement des terres arables, la faiblesse de l'irrigation et la sécheresse. Tous ces phénomènes sont susceptibles d'empirer.

3. Vers une pétrolisation de l'eau ?

Dans le contexte de la mondialisation et de l'ultra-capitalisme triomphant sous la houlette idéologique du consensus de Washington, les Etats seront dans l'obligation de céder la place aux privés dans la gestion des systèmes d'eau. 180 milliards de dollars sont nécessaires par an pour améliorer la desserte en eau pour les 25 prochaines années contre les 75 milliards actuellement investis chaque année. Comme les gouvernements ne seront pas capables de tenir un tel engagement pour un bien social qu'on veut à moindre prix, la force financière de quelques grands groupes fera la loi à travers le monde. Ou alors, la desserte sponsorisée par les Etats continuera, mais il faudra alors renoncer à la qualité et à la quantité si une politique forte n'est pas menée dans ce domaine.

La privatisation grandissante de l'eau, que les ultralibéraux appellent de tous leurs vœux, sera une source de conflits au sein des Etats et entre ceux-ci. La crainte, maintes fois exprimée, de voir l'avènement du phénomène de "pétrolisation de l'eau", ou celui de "cocacolisation" de l'eau, risque de s'amplifier dans des proportions inimaginables.

La cocacolisation de l'eau renvoie à la surenchère qui s'observe suite à la pénurie chronique ou au simple stress hydrique. L'eau devient chère, rare et est rationnée parfois pour en assurer une distribution équilibrée. Elle devient un fait des riches, de l'élite, des privilégiés.

Cette tendance sera accélérée avec l'application des critères du consensus de Washington aux ressources en eau. L'évacuation de l'Etat de ce secteur renchéra l'accès à l'eau qui cessera d'être un bien social pour répondre à la logique des coûts et bénéfices. Or l'eau, tout en étant un élément de la nature, est un bien, un produit, une

production. Elle n'est pas consommable directement et instantanément à sa source. Elle nécessite des investissements pour son traitement, son dessalement, sa désalinisation, sa dépollution, son assainissement, sa conservation, son transport, sa distribution, etc. Elle requiert, ce faisant, des techniques et des capitaux. Or ceux-ci ne sont ni disponibles ni aisés pour tous les pays du monde. L'eau risque donc de devenir comme le Coca-Cola : répandue à travers le monde, mais chère et en quantité insuffisante.

Cet état de choses envenimera à l'avenir la connexion entre l'eau et les tensions internes et internationales. Le transfert de propriété et de gestion des systèmes hydriques des autorités publiques vers les corporations privées multinationales aura des effets incalculables. Piloter la privatisation est à la confluence des forces : les coûts croissants et les déficits publics dans la desserte en eau des milieux urbains ont accru les pressions sur les gouvernements de la part du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour réduire les subventions à l'eau et l'endettement public tout en militant pour le pouvoir grandissant des conglomerats privés en quête de profits dans le secteur de l'eau. Cette vague de privatisations veut se réaliser dans les sociétés sous-développées où la pauvreté bat son plein, l'inégalité se répand, la précarité atteint et corrode les assises qui fondent l'harmonie sociale. Il y a lieu de craindre que les démunis, déjà privés de tout et devant dorénavant mourir de soif, en viennent à des actes de violence et de déstabilisation sociale. « *L'eau, c'est la vie (water is life)* », dit-on. Pour les plus paupérisés, cela ne semble plus vrai.

La pétrolisation de l'eau, elle, opère par le caractère belligène qu'acquiert l'eau à l'instar du pétrole. Mais aussi, à travers la flambée des prix, leur instabilité, le caractère limité des puits d'énergies fossiles et leur non-renouvellement, on peut penser que l'eau est en train d'emprunter le même chemin que le pétrole dont l'importance croissante a saccadé l'évolution du monde depuis des décennies.

La question n'est pas puérile. Elle ne relève d'aucune pusillanimité. Juliette Jowit¹⁷ se la pose pertinemment lorsqu'elle constate que les hommes, depuis la préhistoire, se sont installés aux endroits où l'accès à l'eau était plus aisé. L'eau est d'ailleurs considérée comme la première et la plus importante influence du processus de sédentarisation de l'homme. La civilisation s'est progressivement améliorée lorsqu'il a été possible pour l'homme de se délester du nomadisme et d'ancrer sa survie à un point précis de la surface de la terre.

Les plus vieux sites d'établissement permanent des hommes ont été, quelle que soit leur situation pédologique et écologique actuel, des points où l'eau a coulé dans une relative abondance. L'homme y a donc appris à labourer la terre, à domestiquer les animaux et à changer le cours de la civilisation humaine.

Même là où sévissent aujourd'hui des espaces désertiques, l'eau y a stabilisé les hommes dans le passé. Mais les maigres communautés tirées de l'eau et qui avaient attiré des vagues successives de sédentarisation avaient fini par détruire la ressource qui avait rendu la vie possible. Cette réalité s'est répétée à travers des millénaires partout dans le monde et, aujourd'hui, elle menace encore toute la planète. En Australie, par exemple, l'évolution de l'aridité est telle que les climatologues estiment qu'il est temps d'arrêter la mascarade lénifiante prétextant une "grippe passagère de sécheresse". Il faut pousser la témérité jusqu'à reconnaître que le manque de pluie devient permanent.

Dans certains coins des Etats-Unis, la desserte en eau est tellement vulnérable que la Croix-Rouge a dû fournir de l'eau en urgence à la ville de Orme dans le Tennessee. En Californie, des agriculteurs ont abandonné leurs cultures en 2008 lorsque le gouverneur Arnold Schwarzenegger a déclaré la première sécheresse générale et la plus sévère depuis 17 ans. A Barcelone, le désespoir est tel que d'énormes quantités d'eau doivent être importées dans des tankers d'autres villes côtières.

Malgré son humidité légendaire, le Royaume-Uni connaît des problèmes d'eau dans les villes bondées du Sud-Est. Une firme se propose de construire une plate-forme de désalinisation. C'est là pourtant le sort désespéré des Etats pétroliers opulents mais désertiques. Juliette Jowit cite les propos peu rassurants du très sérieux Stockholm International Water Institute qui annonce "une profonde et dévastatrice crise humanitaire". Le fondateur du World Economic Forum, Klaus Schwab, met en garde contre une "véritable tempête". Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a encore brandi le spectre de "*guerres de l'eau*". Comme la population continue à croître et accède à des niveaux de vie plus confortables, le réchauffement global induit le changement climatique. Les experts préviennent qu'à moins que quelque chose soit fait, des milliards d'individus auront à souffrir du manque d'eau. Ceci aura pour conséquence de précipiter la famine, la maladie, les migrations et finalement l'éclatement des conflits.

La crise de l'eau est une expression qui entre de plus en plus dans les mœurs langagières, au vu des catastrophes environnementales, du fait de la surexploitation humaine des ressources de l'environnement. En vue de prévenir ces catastrophes, des voix s'élèvent - politiciens, économistes, ingénieurs - pour faire pression afin qu'adviennent des changements drastiques dans la gestion de l'eau, à travers le reboisement, le stockage de l'eau, etc.

La notion de crise de l'eau a amené le prix Nobel de chimie Paul Crutzen à forger le concept de "Anthropocene" parce que le système naturel a été fondamentalement altéré par l'activité humaine. Ce processus démarre lorsque l'homme s'installe dans un biotope et exploite jusqu'à l'épuisement le bois, la terre et d'autres ressources de l'environnement.

Evitant la langue de bois, Alex Stonehill¹⁸ parle de l'eau comme du nouveau pétrole ("*water is the new oil*") : "While western politicians and consumers fret over the declining economy and increasing oil prices the news from East Africa is that with a growing majority of the world living on less than a dollar a day, the liquid that fuels bodies is becoming even more contentious than the liquid that fuels cars".

Cette pétrolisation, avec ce qu'elle charrie comme conséquences néfastes, pourra effectivement faire que les prochaines guerres ne soient plus celles du pétrole mais bien de l'eau.

Deux grandes insurrections qui taraudent le gouvernement éthiopien sont liées à l'indépendance de l'Oromie et de l'Ogaden, deux contrées pauvres en terres arables, longtemps négligées avec leurs populations de pasteurs. La Somalie, qui est en guerre civile depuis plusieurs années, a gonflé le nombre de réfugiés en Ethiopie sur les mêmes terres arides peuplées d'éleveurs. Même les massacres au Darfour et le génocide au Rwanda sont l'émanation de collisions culturelles entre les peuples pasteurs et les paysans agriculteurs.

Il est évident qu'il s'agit de conflits dont les motivations politiques sont patentées. Mais la pénurie d'eau joue un rôle indéniable en créant les préconditions d'exaspération, de désarroi et de mécontentement.

De Nairobi à Kinshasa en passant par toutes les grandes capitales africaines, des habitants des bidonvilles sont victimes de maladies hydriques à cause de la mauvaise qualité de l'eau. Le lac Victoria a perdu plusieurs mètres dans les dernières années par assèchement, détruisant dans la foulée les habitats naturels (biotopes) des espèces

halieutiques. Les pêcheurs qui ne jouissent que de 6% du lac en sont réduits au braconnage dans les eaux ougandaises. Cette situation précarise la vie de 30 millions d'Africains de l'Est qui vivent autour du lac.

En plus de la montée des températures, la diminution des précipitations pluviales, la déforestation, des réserves naturelles d'eau, les scientifiques et les pêcheurs s'insurgent contre de nouveaux projets hydroélectriques à la source du Nil en Ouganda, ce qui aurait pour conséquence de drainer beaucoup d'eau hors du cours qui alimente le lac Victoria. Sans une coopération internationale efficace dans le sens de la conservation, le lac Victoria risquerait de connaître un assèchement à l'instar de la mer d'Aral et du lac Tchad.

4. Conclusion : l'eau, au cœur des enjeux

Pour beaucoup d'auteurs, les conflits autour des ressources en eau du lac Victoria et du bassin du Nil semblent inévitables. Certains des neuf pays qui ont en partage ce système « lac Victoria/fleuve Nil » (Egypte, Ethiopie, Soudan, Tanzanie, Kenya, Ouganda, Burundi, Rwanda, RDC) sont parmi les plus pauvres du monde avec, en sus, une croissance démographique exponentielle.

Le risque d'altercation est évident et le stress hydrique s'y développe avec la précarisation des ressources en eau. La première guerre africaine de l'eau a bien eu lieu dans cette région. En effet, en 1950, une guerre éclata entre l'Egypte et le Soudan à la suite du projet égyptien de construction du barrage d'Assouan. C'est seulement le traité de 1959 qui apaisa les tensions. L'Ethiopie s'inquiète de la sécheresse rampante et est tentée de capter un peu plus d'eau que maintenant.

En 1956, la guerre sur le canal de Suez qui mit aux prises l'Angleterre, la France et Israël contre l'Egypte est aussi une « guerre de l'eau ». L'eau dont il est question n'est pas seulement celle d'usage domestique, agricole ou industriel. L'eau est aussi un produit stratégique parce qu'elle canalise la circulation autant qu'elle est une voie de communication. Les pays qui gèrent les points de passage sur l'eau tiennent des positions stratégiques (détroit de Gibraltar, détroit de Béring, canal de Suez, canal de Panama, Golfe persique, golfe d'Ormuz, golfe de Guinée, golfe d'Aden, canal de Magellan, etc.).

L'eau peut même servir d'obstacle ou de barrière pour immuniser un Etat contre les attaques imprévues de ses ennemis. L'Atlantique est une véritable muraille (un mur liquide) qui tient l'Amérique à l'abri des attaques en provenance d'autres continents. La Manche aide l'Angleterre à rester au chaud lorsque l'hiver, pendant la guerre, sévit sur le continent européen.

Plus de 261 cours d'eau à travers le monde sont partagés par deux ou plusieurs Etats. Ils contiennent 60 % de l'eau douce de la planète et hébergent environ 40 % de la population mondiale. Cette situation réunit les ingrédients de conflictualité, de relations tendues, qui entraînent d'autres hostilités et occasionnellement amènent à des actions militaires.

Une étude menée par des chercheurs de l'Oregon State University sur le conflit et la coopération dans les bassins des fleuves internationaux¹⁹ a trouvé que le risque de conflit s'accroît sensiblement lorsque deux facteurs entrent en jeu. Premièrement, il s'agit d'un brusque et profond changement qui apparaît dans le statut physique du bassin (en l'espèce, par exemple, la construction d'un barrage, d'un canal de dérivation, d'un modèle d'irrigation) ou dans son statut politique, spécialement la désintégration d'une nation d'où résultent les cours d'eau internationaux. Deuxièmement, les institutions existantes sont incapables d'absorber et de gérer effectivement ce changement dans le cas où, par exemple, il n'existe ni de convention déterminant les droits et les responsabilités sur les cours d'eau partagés, ni d'accord implicite, encore moins d'arrangement de coopération.

Des cours d'eau internationaux voient leur potentiel belligère augmenter du fait de la construction de barrages de captage d'eau, mais surtout de barrages hydroélectriques. Le fleuve Salween, par exemple, qui prend sa source dans le sud de la Chine, traverse également le Myanmar (Burma) et la Thaïlande. Tous ces pays projettent d'ériger des barrages et d'autres ouvrages le long du Salween. Aucun de ces projets n'est compatible avec un autre. On sait que la Chine est parmi les Etats à avoir voté contre la convention des Nations unies relative aux principes de base dans l'utilisation des fleuves internationaux. D'autres facteurs déstabilisants s'amoncellent dans le bassin du Salween (le statut du Tibet, les mouvements de résistance indigènes, la production et le trafic de l'opium, l'excroissance de populations urbaines à Bangkok notamment). On voit bien que tous les ingrédients sont réunis pour une prochaine

déflagration si aucun accord ne vient mettre en bon ordre ces éléments encore épars.

Postel et Wolf ajoutent l'exemple du Okavango, le quatrième fleuve de l'Afrique australe en ordre de grandeur. Il traverse aussi bien l'Angola, le Botswana, la Namibie et le Zimbabwe.

Son vaste delta dans le nord du Botswana est un habitat sauvage de réputation mondiale, « le joyau du Kalahari ». En 1996, la Namibie exhuma un plan colonial de déviation des eaux de l'Okavango pour alimenter Windhoek, sa capitale. L'Angola et surtout le Botswana s'y opposèrent énergiquement. L'Okavango Commission, créée en 1994 pour coordonner les plans dans le bassin du fleuve, fut mis à contribution. Elle reçut aussi l'appui de la SADC (Southern Africa Development Community), du Bureau américain des contentieux (US Bureau of Reclamation), et d'autres agences. Mais les dissensions autour du fleuve n'ont toujours pas cessé.

Un rapport du consultant international Pricewaterhouse Coopers affirme que, de la même manière, l'eau a été à la base de conflits entre tribus, très tôt dans la préhistoire les guerres de l'eau pourraient résulter de tensions actuelles autour de cette ressource les prochaines années. Le Proche et le Moyen-Orient sont les zones où la menace est la plus grande. Les 2/3 de l'eau consommée en Israël proviennent des territoires occupés. Près de la moitié des installations hydrauliques israéliennes se trouvent dans des contrées qui n'appartenaient pas à l'Etat hébreu avant la guerre des Six Jours de 1967.

Des frictions à répétition sont enregistrées entre Israël et le Liban autour de l'eau, surtout suite aux accusations israéliennes faisant état des tentatives libanaises de détourner les rivières qui alimentent la mer de Galilée qui représente la source principale d'eau douce pour Israël.

Malgré sa tendance à consolider la paix entre Israël et l'Égypte, Anouar El Sadate ne s'empêcha pas de déclarer, peu après avoir signé les accords de paix historiques avec Israël : « La seule question qui pourrait inciter l'Égypte à entrer à nouveau en guerre contre Israël est la question de l'eau. »

On peut rappeler d'autres cas mis en exergue par Sandra Postel²⁰ qui constate que la quête d'une patrie pour les Palestiniens, fondée sur le principe d'un retour des territoires occupés par Israël en échange de la paix, ne pourra aboutir tant que la sécurité de l'alimentation en eau ne sera pas garantie. Ceci est d'autant plus vrai que quelque 25 à 45 % des réserves hydriques renouvelables d'Israël proviennent de

l'aquifère Yarkon-Taninim, qui longe les contreforts de la Cisjordanie, occupée par Israël à la suite de la guerre de 1967.

Cette réserve s'oriente vers l'ouest, traversant même la fameuse « Ligne verte » (ligne de démarcation du territoire israélien d'avant la guerre des Six Jours) pour se jeter dans la mer Méditerranée. Israël a le loisir de capter de l'eau de part et d'autre de la Ligne verte, mais les sources de réapprovisionnement de l'aquifère se trouvent au-dessous de la Cisjordanie. Le constat est simplement dramatique : Israël, tout en limitant sévèrement les quantités d'eau que les Arabes de Cisjordanie sont autorisés à pomper, surexploite ce même aquifère pour sa propre utilisation – une inégalité de traitement qui soulève la colère des populations arabes.

Postel signale également le cas du plateau du Golan, en Syrie, qu'Israël a occupé après la guerre de 1967 et a annexé en 1981, qui fait partie du bassin hydrographique de la mer de Galilée. Appelée également « lac de Tibériade », la mer de Galilée est la plus grande source d'eau douce dont dispose Israël.

D'autres points chauds existent à travers le monde autour de la sempiternelle question du partage des eaux. On peut signaler avec l'agence France-Presse²¹ le cas de la Turquie qui planifie l'érection de barrages de stockage des eaux du Tigre et de l'Euphrate. Ces projets suscitent une réaction virulente de la Syrie et de l'Irak. Si les deux fleuves prennent leur source dans les hauteurs de la Turquie orientale, la Syrie et l'Irak font partie du bassin. Les ouvrages érigés sur les cours des fleuves par la Turquie les privent d'un débit suffisant pour réaliser leurs propres projets. Mais la Turquie se targue d'être le « courtier en eau » et suggère chaque fois de construire des « pipelines de la paix » en direction des pays arides du Moyen-Orient.

Des projets de coopération pour une gestion rationnelle de ces questions sont en gestation. Mais, jusque-là, aucun mécanisme ne règle efficacement ou définitivement les envies des uns et des autres.

La question du Chatt-El-Arab continue de diviser l'Iran et l'Irak. Ce dernier pays a annexé le Koweït pour, entre autres, des raisons d'accès à la mer et des difficultés à atteindre le détroit d'Ormuz pour l'évacuation de ses produits pétroliers.

En Afrique, malgré la constitution du groupe appelé Undugu (« fraternité » en swahili), la coopération n'a pas tout à fait calmé les tensions entre les Etats du bassin du Nil.

Pour Philippe Hugon²², l'eau, très inégalement répartie, conduit à opposer des zones soit en manque d'eau, soit en excès d'eau

(inondations). La plupart des pays souvent en aval des fleuves sont dépendants d'autres pays : Botswana, Gambie, Mauritanie, Niger, Soudan. On constate une raréfaction croissante, une baisse tendancielle de la pluviométrie et un assèchement des lacs. L'agriculture africaine, longtemps caractérisée par une très faible maîtrise de l'eau, a des besoins croissants. On observe autour des points d'eau des cultivateurs du Sahel empiétant sur les zones de pâturage. Les coopérations régionales entre les pays frontaliers des ressources hydrauliques sont ainsi déterminantes pour la prévention des conflits, et elles se développent (cf. Le projet du bassin du Nil, l'AMVS-Autorité de mise en valeur de la vallée du Sourou au Burkina Faso, l'aménagement du fleuve Sénégal, la commission du bassin du lac Tchad, les projets concernant le bassin du Niger et les bassins transfrontaliers de la SADC).

-
- ¹ Cité par HEYWOOD, A., Politis, New York, Polgrave Foundations, 3^e édition, 2007, p. 65
- ² PAINCHAUD, P., « La sécurité environnementale : concepts et perspectives », in *La Revue internationale et stratégique*, n°39, Automne 2000, pp.61-66
- ³ *Ibidem*, p.63
- ⁴ CEYHAN, A., « Analyser la sécurité : Diclon, Waever, Williams et les autres », in *Revue Culture et conflits*, pp.31-32, Printemps-été, 1998
- ⁵ CHAUPRADE, A., *Géopolitique. Constante et changements dans l'histoire*, Paris, Ellipses, 2003, p.13
- ⁶ [WWW.cnrs.fr/w/dossiers/doseau/decouv/mondial/05_eau.htm](http://www.cnrs.fr/w/dossiers/doseau/decouv/mondial/05_eau.htm)
- ⁷ *Ibidem*
- ⁸ GUILHAUDIS, j-F., *Relations internationales contemporaines*, Paris, Litec, Ed. du Juris-classeur, 2002, p. 643
- ⁹ DAVID, C-P., *La Guerre et la paix*, Paris, Sciences Po, p. 101
- ¹⁰ Cité par David, C-P, *Op.cit*, p. 110
- ¹¹ Publié dans *Environment Magazine*, Gleick 1994
- ¹² Gleick, «Water and Conflict», in *Water, war and peace in the Middle East*. Environment vol. 36, n° 3, p.6-on ; Helderet Publishers, Washington, 1998
- ¹³ «Shared rivers and interstate conflict» (2000)
- ¹⁴ Cité par DAVID, C-P, *Op.cit*, p. 111
- ¹⁵ *Ibidem*, p. 112
- ¹⁶ POSTEL, S.L. and WOLF A.T., 'Dehydrating conflict', *Policy*, 18 septembre 2001
- ¹⁷ Jowit, J., «Is water the New oil ?, *Guardian*, November 2, 2008
- ¹⁸ STONEHILL, A., «World water crisis», *Z Magazine*, June 19, 2008
- ¹⁹ POSTEL, S.L. et WOLF, A.T., *article cité*
- ²⁰ POSTEL, S., *La Dernière Oasis. L'eau en danger*, Paris, Nouveaux Horizons, 1992, p. 56-58
- ²¹ «Water the looming source of world conflict», *Agence France-Presse*, March 20, 2001
- ²² HUGON, P., *Géopolitique de l'Afrique*, Paris, Ed. Sees, 2007, p. 157